

Corée du Sud : démarrage de la campagne de l'élection de l'Assemblée nationale du 10 Avril

Jean-Yves Colin

A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Corée du Sud : démarrage de la campagne de l'élection de l'Assemblée nationale du 10 Avril

Jean-Yves Colin

15 janvier 2024

À la mi-janvier l'attention des médias et des observateurs de l'Asie a été focalisée par les élections présidentielle et législative à Taiwan, surtout la première, dans le contexte très incertain et inquiétant de la réaction chinoise et du risque militaire correspondant, immédiat ou à terme. Cette focalisation a été perçue par certains comme mettant en danger ce qui serait la seule démocratie d'Asie, au point de faire oublier que le Japon est une démocratie ancienne, antérieure même à sa période militaire, celle de Corée du Sud certes plus récente, et divers pays asiatiques comme la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie entre autres, connaissent des processus électoraux comparables à ceux d'Europe et du continent nord-américain, voire moins contestables dans leur déroulement.

En particulier la perspective de l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale en Corée du Sud le 10 avril prochain est largement ignorée. Cet Etat a la particularité de vivre dans un régime présidentiel monocaméral. Cette prochaine élection est importante. C'est de facto un scrutin de mi-mandat pour le président conservateur Yoon Suk-yeol, élu début mars 2022 et en poste depuis juin 2022 ; c'est aussi le renouvellement d'une assemblée élue en 2020 et contrôlée par le Parti Démocrate (PD), celui de l'ancien président Moo Jae-in. Sur une chambre de 300 députés, 253 députés avaient été élus à la majorité dans des circonscriptions uninominales et 47 au scrutin proportionnel ; aujourd'hui le PD a 168 députés sur 298.

Plusieurs événements ont déclenché la campagne électorale et la bataille entre les camps conservateur et progressiste qui divisent l'électorat entre deux forces quasiment égales, même si certaines personnalités politiques cherchent à briser ce duopole.

Un préalable à cette campagne est l'enregistrement préliminaire des candidats auprès de la Commission nationale des élections. Cet enregistrement devait commencer 120 jours avant la date du vote, soit le 12 décembre 2023. Une fois inscrits, les candidats peuvent ouvrir des bureaux électoraux, utiliser du matériel de campagne (banderoles, écharpes, cartes de visite, appels téléphoniques et brochures) et réunir des dons jusqu'à 150 millions de wons

(soit environ 105 000 euros). Cette période de 30 jours a pris fin le 11 janvier. L'inscription officielle est prévue les 21 et 22 mars prochains, soit trois semaines avant le jour du vote. Il est à noter que si ces candidats inscrits à titre préliminaire sont ministres, fonctionnaires et journalistes en activité, ils doivent démissionner de leurs fonctions.

La première étape de cette bataille électorale a été dès décembre une réorganisation des équipes présidentielle et gouvernementales dont plusieurs membres sont candidats. Le Président Yoon a d'abord décidé de remplacer cinq conseillers tout en conservant son directeur de cabinet Kim Dae-ki et en renforçant l'autorité de son conseiller politique Lee Kwan-sup chargé de superviser non seulement cinq conseillers qui lui étaient déjà subordonnés, mais aussi les conseillers économique et social. Par ailleurs Cho Tae-yong, conseiller présidentiel pour la sécurité nationale a été désigné comme nouveau responsable de l'agence de sécurité, la National Intelligence Service connue sous son acronyme NIS (ex-KCIA dans un passé lointain) ; il a été remplacé par le premier vice-ministre des affaires étrangères Chang Ho-jin, ancien ambassadeur en Russie. Plus tard, un nouveau changement inattendu est intervenu : la démission de Kim Dae-ki, remplacé dès le 1^{er} janvier par Lee Kwan-sup, auquel a succédé un professeur de l'université Yonsei, Sung Tae-yoon.

D'autre part six ministres, ceux de l'économie, des territoires, des patriotes, des océans, de l'agriculture et des start-ups ont été remplacés ; le conseiller pour les affaires économiques Choi Sang-mok, a succédé au ministre de l'économie, candidat aux élections d'avril. Un nouveau ministre des Affaires étrangères, ancien vice-ministre et ambassadeur aux Nations Unies, Cho Tae-yul, a succédé à Park Jin. En Corée du Sud les nominations aux postes gouvernementaux sont soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale.

Après une défaite à une élection intermédiaire en octobre, le Parti du Pouvoir du Peuple (PPP) avait nommé Ihn Yohan, un docteur coréano-américain, à la tête d'un comité pour l'innovation. Un nouveau président du PPP, Hang Dong-hoon, ancien ministre de la Justice et potentiel candidat à la succession du Président Yoon, a aussi été désigné pour lui donner un nouvel élan.

Enfin l'Assemblée a confirmé la proposition du Président Yoon de nommer Lee Jong-seok, déjà membre de la Cour constitutionnelle depuis 2018, au poste de président de cette Cour à la suite du départ en retraite de son prédécesseur en novembre. Lee Jong-seok est diplômé de la faculté de droit de l'Université Nationale de Seoul en 1979, la même année que le fut le Président Yoon.

D'autres épisodes, dans un second temps, ont illustré ce début de campagne électorale. Le PD a pris l'initiative d'une enquête parlementaire visant Kim Keon-hee, l'épouse du Président, au titre de manipulations de cours de bourse du titre Deutsch Motors Inc, concessionnaire BMW, qui seraient intervenues entre 2009 et 2012. Le Président Yoon a utilisé son droit de veto début janvier pour empêcher cette enquête. Son nouveau directeur de cabinet a expliqué que celle-ci « n'a rien à voir avec la vie des citoyens », est « contraire à « l'esprit d'entente cordiale entre le parti au pouvoir et l'opposition » et n'a pas lieu d'être puisque « le dossier a été refermé sous l'administration Moon Jae-in malgré deux ans d'enquête complète ».

Un autre épisode est l'arrestation à la mi-décembre de Song Young-gil, ancien chef du PD, poursuivi par la Cour de justice de Seoul pour des achats de vote d'une vingtaine de députés dans le contexte des élections au sein de son parti, et de donations politiques pour un total de 820 millions de wons (soit environ 570 000 euros).

Enfin il y a surtout, le 2 janvier, la tentative de meurtre du chef de l'opposition Lee Jae-myung, ex-candidat à l'élection présidentielle de 2022, lors de la visite d'un site de construction d'un nouvel aéroport près du port de Busan. Un inconnu âgé de 67 ans a tenté de le poignarder et les blessures au cou ont été suffisamment graves pour qu'il soit rapatrié et opéré à Seoul, dont il est sorti le 10 janvier. Ses motivations sont aujourd'hui toujours mystérieuses, peut-être liées au scandale immobilier pour lequel Lee est poursuivi pendant sa période en tant que maire de Seongnam et qui a entraîné une levée de son immunité parlementaire à l'automne.

Un troisième moment de la bataille à venir se situe au sein même du PD. Le 8 janvier l'ancien Premier Ministre de Moon Jae-in et ex-chef du PD, Lee Nak-yeon, a annoncé son départ du parti et la création prochaine d'un parti en vue des élections du 10 avril. Ce départ scelle une rivalité ancienne avec Lee Jae-myung qui avait été choisi comme candidat du PD à la présidentielle de 2022. Lee Nak-yeon avait demandé à Lee Jae-myung de démissionner en raison du scandale immobilier le concernant, et a notamment déclaré que « le PD a perdu l'esprit fort, les valeurs et la décence des présidents Kim Dae-jung et Roh Moo-hyun » - oubliant de citer Moon Jae-in - et ne servait plus que comme « bouclier » de Lee Jae-myung. A ce stade il est rejoint par deux autres députés auxquels le PD a refusé l'investiture et un ancien chef du parti conservateur Lee Jun-seok, pour créer un parti centriste visant à casser le duopole des deux partis principaux.

De son côté, l'autre ancien chef du PD, Song Young-gil, critiquant tout à la fois l'administration Yoon et le fonctionnement du PD a aussi fait part de son intention de créer, lui aussi, un nouveau parti, éventuellement avec l'ancien ministre de la Justice Cho Kuk impliqué dans un autre scandale pendant la

présidence Moon Jae-in. Il ambitionne de gagner des sièges de député à travers la part proportionnelle des élus à l'Assemblée. L'initiative de Lee Nak-yeon semble l'avoir devancé.

La campagne électorale pour les élections du 10 avril s'annonce donc rude. Si les observateurs sud-coréens s'accordent pour donner un léger avantage au PD, l'issue est incertaine. Aucun des deux partis, le DP et le PPP, ne bénéficie d'une confiance forte de l'opinion publique ; fin décembre un sondage leur donnait respectivement des taux de soutien de 35 et 34 %, et des pourcentages de 36 et 31 % de succès électoral. Le soutien de l'opinion publique à Lee Jae-myung était encore inférieur, de moins de 20 %.

Ce début de campagne électorale intervient sur fond de regain de tension avec la Corée du Nord. Dans les tout premiers jours de janvier, celle-ci a bombardé plusieurs îles sud-coréennes (Yeonpyeong et Baengnyeong) proches du territoire nord-coréen comme elle l'avait déjà fait dans le passé, entraînant alors quatre morts ; Seoul a répondu par des tirs et fait évacuer les zones au nord de ces deux îles. Les essais de missile ont par ailleurs continué : en novembre des missiles de moyenne distance et à combustible solide ont été tirés, en décembre ce fut l'essai d'un missile intercontinental susceptible de menacer directement les Etats-Unis, et le 14 janvier un nouveau tir de missile à moyenne portée a été effectué, avec retombée hors des eaux japonaises. Le vocabulaire guerrier des dirigeants de Pyongyang, rendus confiants par leurs liens avec Moscou et leurs livraisons d'armes à l'armée russe, a repris de plus belle : le 31 décembre dirigeant Kim Jong-un a déclaré que « l'unification des deux Corées ne sera plus possible », que « la péninsule est au bord du conflit armé...la guerre peut éclater à n'importe quel moment » ; sa sœur Kim Yo-jong a ajouté que le Président Yoon montre une « attitude maniaque à la confrontation ».

Il est difficile de connaître l'impact de ces gesticulations sur l'opinion publique sud-coréenne, souvent blasée des actes et des propos de Kim Jong-un. Elles peuvent à la fois conforter la fermeté du camp conservateur comme la politique généralement plus accommodante des progressistes.